

15, passage Dubail, Paris  
ABONNEMENTS  
France, 1 an ..... 22 fr.  
— 6 mois ..... 11 fr.  
Etranger, 1 an ..... 40 fr.  
— 6 mois ..... 20 fr.  
Compte Chèque Postal  
Bardin Alfred  
N° 1907-81, Paris

# La Lutte Ouvrière



“Le gouvernement devrait appliquer aux civils la même discipline qu’à l’Armée et tous les Français seraient aussi unis qu’à la caserne”.  
L. Archimbaud, député radical  
Ami de M. Thorez  
**A bas les Chefs radicaux !**

★  
Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste  
(Bolchévick-Léniniste) - Section Française de la 4<sup>e</sup> Internationale

## Contre le Fascisme et le Mur d'Argent

Comités d'Ouvriers, Fonctionnaires, Soldats pour dénoncer, révoquer, arrêter les chefs fascistes à l'Usine, à l'Armée et dans la Police !

Milices ouvrières contre les bandes fascistes  
Expropriation des de Wendel, Finaly, Schneider, Mercier qui financent les bandes fascistes !

**POUR**  
au gouvernement  
qui ne fusillera pas  
les Travailleurs :  
**GOVERNEMENT  
DES OUVRIERS ET  
DES PAYSANS !**

La deuxième tranche de l'emprunt a été souscrite en quelques heures, constatait avec satisfaction la presse de la réaction, des radicaux, des socialistes, des communistes.  
« La France est entièrement et unanimement pacifique » proclamait Blum avec sérénité l'après-midi.  
Et le soir 5 travailleurs étaient couchés sur le pavé, 150 grièvement blessés par la police du même Blum et de son ministre Dormoy.  
Quelques jours auparavant l'armée de la même France pacifique « assassinait les travailleurs tunisiens.  
Toute la presse vendue qui hurlait le 6 février s'incline avec une réserve toute nationale ! « Du beau travail », pense-t-elle. Les canailles de la réaction et du clergé du Matin et de l'Aube demandent l'arrestation des ouvriers communistes et des trotskystes. La Rocque dans un communiqué exprime « sa reconnaissance patriotique » à la filaille.  
Tout a fait fiers d'avoir déjà imposé à leurs laquais les chefs socialistes et communistes, la politique d'étranglement de la révolution espagnole, le retour à la politique de compression de Laval, en faveur des marchands de canons, et contre les ouvriers et les classes moyennes (paysans, petits commerçants), MM. les chefs radicaux parlent haut. Ils exigent que le gouvernement interdise les manifestations ouvrières. M. Archimbaud, l'ami de MM. Thorez-Cachin demande qu'on applique aux civils « la même discipline qu'à l'armée ».  
« Le succès de l'emprunt de sécurité nationale donne tort à l'émeute de Clichy ». C'est ainsi, que l'organe de la Bourse, Paris-Midi, exprime l'opinion moyenne de ces messieurs de droite ou de gauche.  
Nous autres, trotskystes, qui ne cessons de tirer le signal d'alarme depuis des mois, nous pensons qu'aujourd'hui de nombreux camarades socialistes et communistes, sans parti, devant l'expérience tragique et écrasante, voudront bien nous accorder quelques minutes d'attention. Nous n'avons rien de commun avec les assassins ; nous ne les avons soutenus ni avec ni sans éclipses car nous savions et nous disions et ils vous mentaient : au renforcement de la réaction, au capitalisme et au fascisme.

## Déclaration du Parti Ouvrier Internationaliste sur la grève générale et sur ses objectifs

**AVEC  
les manifestants de  
Clichy :  
NOS CAMARADES  
NOUS DISENT...**

APRES LA CAPITULATION DEVANT LE MUR D'ARGENT, LA FUSILLADE  
Après les mineurs de TUNISIE, ce sont les ouvriers français que la police de Dormoy couche sur le pavé !  
A CLICHY, pour protéger La Rocque, les chiens de garde du capital assassinent impunément les travailleurs assemblés pour protester. Voilà les fruits de la « pause » !  
QUI A TIRE ? La police sur les ordres du ministre de l'intérieur !  
Depuis des mois la police aux ordres de Blum-Daladier-Dormoy provoque les travailleurs, expulse les grévistes des usines, interdit les manifestations. La police reste et restera au service des 200 familles dont le gouvernement Blum se fait le serviteur.  
Blum capitule devant le Mur d'argent. En échange de sa politique de répression, les grandes banques ont donné à Blum 8 milliards pour la « défense nationale » (c'est-à-dire pour Schneider, de Wendel et Cie). La « pause », c'est la spéculation, la hausse des prix, l'offensive des trusts qui s'enrichissent et volent les travailleurs.  
Blum-Delbos renforce le blocus de la Révolution espagnole, selon la volonté des deux cents familles et leurs laquais Doriot-Larocque.  
Blum-Daladier font assassiner les ouvriers pour protéger la Rocque. Après avoir repris la politique de Poincaré, ils repriment comme Clemenceau.  
Tous ces crimes ne doivent pas rester impunis !  
Grève générale de tous les travailleurs pour des objectifs de lutte précis !  
1. La libération immédiate des camarades arrêtés et l'arrêt de toute poursuite contre les ouvriers ;  
2. La démission de Dormoy !  
3. La fermeture de tous les locaux fascistes et dispersion des troupes fascistes par des milices ouvrières organisées.  
LA FUSILLADE DE CLICHY DOIT SONNER L'APPEL POUR LA CONTRE-OFFENSIVE OUVRIERE !

Ces mesures sont le prélude d'une puissante vague du prolétariat qui comprend que le Front populaire sabote les luttes du prolétariat et protège les fascistes.  
L'heure est venue de constituer un PUISSANT FRONT UNIQUE PROLETARIEN des organisations de travailleurs.  
Il faut pour unir les travailleurs, chasser les chefs radicaux qui protègent les cadres fascistes de l'armée, de la police, de l'administration, qui brisent la lutte et qui imposent aux chefs « socialistes » et stalinistes dociles la politique des deux cents familles. A BAS LES CHEFS RADICAUX !  
Formez vos comités d'usines, de quartiers, de villages, de fonctionnaires, de soldats, de marins, pour arrêter et révoquer les cadres fascistes de l'usine, de la police, de l'armée, de l'administration !  
Constitution de milices ouvrières de défense, unies par un comité central.  
Réunion des congrès régionaux, puis nationaux, des comités ouvriers, paysans, soldats, qui briseront l'offensive des trusts et du grand capital qui préparent comme en Espagne leur 19 juillet !  
Réquisition des grands journaux fascistes et bourgeois !  
Arrestation des Finaly, Dreyfus, De Wendel, Patenôtre, pourvoyeurs financiers des assassins !  
Expropriation sans indemnité des grands services publics (transports, mines, assurances).  
A tous les travailleurs le Parti Ouvrier Internationaliste déclare :  
Seule la voie de la lutte hardie contre le grand capital, pour l'instauration du gouvernement qui ne capitulera pas le GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN, peut vous libérer du fascisme et des trusts assassins qui manient comme des pantins les ministres du Front populaire.  
Travailleurs à l'action !  
DEBOUT AVEC LE PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE ET LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE !

La grande presse ayant déformé systématiquement et volontairement les événements sanglants de Clichy, nous avons interrogé les camarades de nos organisations jeunes et adultes, qui se trouvaient depuis le début de la manifestation jusqu'à une heure tardive de la nuit au côté des ouvriers chargés par la police et la mobile.  
Notre camarade Duco, du rayon de Colombes, des J.S.R. nous a déclaré :  
« Nous sommes arrivés avec les copains du rayon vers 19 h. 45 à Clichy pour prendre place dans la contre-manifestation organisée par le Front populaire afin d'empêcher la réunion des fascistes.  
A cette heure-là il y avait déjà plusieurs milliers de travailleurs de rassemblés. Le nombre augmentait de minutes en minutes.  
La police protégeait les fascistes  
Vers 20 h. 15 le service d'ordre déployé était formidable. Les fascistes avaient reçu l'ordre de s'en aller par paquets et ils étaient tout à fait visiblement protégés par la police qui s'écartait pour qu'ils déguerpissent après avoir exhibé insignes et cartes. On a voulu passer nous aussi, mais les mobiles ont commencé sans aucune provocation de la part des ouvriers à nous flanquer des coups de crosses dans les jambes et il y eut de la stupeur.  
Des ouvriers ont alors crié : « La police avec nous ! La mobile avec nous ! »  
Les mobiles chargent les ouvriers  
Mais déjà des copains étaient assommés et étaient emmenés par des amis. C'est alors que des rangs ouvriers jaillissent les cris de Blum à l'action, Blum à l'action !  
En fait d'action ça n'allait pas tarder, hélas !  
D'abord les crosses, ensuite les balles !  
Presque aussitôt, il pouvait être 21 heures des rangs des mobiles brusquement et sans sommations, des coups de feu partent sans arrêt. Près de moi des copains s'affaissaient l'un est mort, les autres ont le ventre troué par les balles du gouvernement.  
L'expérience est vite faite. Tout à l'heure on criait « la police avec nous », maintenant de la foule meurtrie part le cri : « Mobiles assassins ! flics assassins ! »  
Et stupéfaits de voir tomber leurs frères, ils ont tout de suite vu les responsables, ceux qui portent du sang sur les mains. « Blum complice des fascistes » entend-on à maintes reprises.

**JEUDI 25 MARS à 20 h. 30**

**POUR CHASSER LES FASCISTES des Usines et des Administrations Par le contrôle sur l'embauche Pour commémorer la Commune de Paris de 1871 Pour libérer les emprisonnés de Clichy**

**GRAND MEETING**

Rousset Fred Zeller P. Naville Suzanne Charpy

du P.O.I. et des J.S.R., Gérard Rosenthal, du Comité d'enquête sur le Procès de Moscou, etc.

**PALAIS DES FÊTES**  
199, Rue St-Martin

★

# LES LUTTES INTERNATIONALES EN ESPAGNE

## « La Batalla » est interdite A bas la contre-révolution

Pour dire la vérité aux ouvriers le gouvernement condamne à une amende de 5.000 pesetas la *Batalla*. Aujourd'hui on l'interdit et on emprisonne son secrétaire de rédaction. Il faut une intervention directe de la C.N.T. et de la F.A.I. pour le remettre en liberté provisoire. Pratiquement la section de Madrid du P.O.U.M. est dans l'illégalité. Au moment même où sur le front de Madrid sur 900 combattants du P.O.U.M. seuls 150 survivent. Les ministres avec lesquels Nin a collaboré au gouvernement sont eux-mêmes qui présentent prudemment de dures mesures contre l'avant-garde révolutionnaire.

On peut mesurer maintenant la grave erreur politique d'alors. Et les mesures réactionnaires continuent à pleuvoir. Pendant que les ministres anarchistes approuvent tout on frappe les militants anarchistes : le journal anarchiste de Valence *Nostros* est interdit. On frappe tous ceux qui luttent, même confusément contre la bourgeoisie. Pas un meeting, pas une réunion où nous n'élevions une protestation véhément contre de telles mesures.

### La réaction continue

La militarisation est appliquée à outrance. La caste des officiers se reconstitue rapidement. A Madrid les officiers ont réinstauré les distances entre les miliciens ouvriers et eux. Alors que la solde du milicien a été diminuée de trois pesetas et se monte à 7 pesetas par jour les officiers sont grassement payés : 2.000 pesetas par mois. L'Etat bourgeois se reconstitue à tous les échelons avec des fonctionnaires radicaux. Le gouvernement nomme des

gouverneurs qui eux désignent des chefs de district. Tous les comités, quels qu'ils soient sont actuellement liquidés. Les spéculateurs rétablis par le stalinien Comorera font monter le coût de la vie d'une façon effrayante, du simple au double. Les grandes banques anglaises et françaises (L'Anglo-Sud et le Crédit Lyonnais) sont en pleine activité. Des banques allemandes comme la Transat à Madrid, sont ouvertes. Le journal madrilène *ABC* publie la liste de distribution de dividendes aux capitalistes. Il s'agit de démontrer aux impérialismes français et anglais que le gouvernement de Valence défend la propriété.

### La seule issue

La *Noche* (Barcelone) constate que la contre-révolution fait des pas de géant. En posant la question : A qui la faute ? elle répond ainsi : « Les coupables c'est nous-mêmes qui ayant la révolution entre nos mains nous avons reculé devant la grandeur du mouvement et avons cédé le drapeau de la révolution aux partis qui indubitablement devaient l'étrangler ». Dès le début nous avons dénoncé le danger que reconnaissent aujourd'hui nos camarades du P.O.U.M. et anarchistes. Il ne s'agissait pas alors de « trotskysme sectaire » mais du marxisme élémentaire. D'ailleurs ce qu'on traite de « trotskysme » se confond avec le marxisme.

Pour le P.O.U.M. et la C.N.T., la tâche est claire : une offensive acharnée pour dénoncer les chefs félons, anarchistes, social-démocrates et radicaux, et reconstituer les comités. Il n'est pas d'autre issue.

## Meeting sur les assassinats de Tunisie

Notre camarade Roussel a apporté le point de vue du P.O.I. au meeting organisé mercredi soir à la salle des Sociétés Savantes, pour protester contre les assassinats des ouvriers tunisiens par la police du gouvernement de Front populaire.

Devant une salle composée de camarades anarchistes, Nord-africains, notre camarade a été très applaudi, quand il a exposé la nécessité de constituer des comités pour arrêter et renvoyer les cadres fascistes.

## Résultats du procès de Moscou

Le cercle « Romain Rolland », à Issy-les-Moulineaux, dirigé par les lycéens antifascistes avait organisé, le jeudi 11 mars, une conférence sur le Procès de Moscou. Quelques camarades J.S.R. du 15<sup>e</sup> étaient venus pour apporter la contradiction aux stalinien.

Très brièvement, Katel, des J.S.R. exposa la thèse que nous avons toujours défendue, à propos des procès de Moscou.

Pottier (J.C.), ne pouvant réfuter les arguments, ni répondre aux défis qui lui étaient lancés, engagea une polémique sur le trotskysme en général, et sur son activité « pro-fasciste » en France. Il déclara notamment : « Quand vous — les J.S.R. — employez l'action directe envers les bandes fascistes, vous les servez, en leur donnant des armes contre le Parti communiste ». Même les J.C. présents se révoltèrent contre une telle interprétation de l'action révolutionnaire.

Et quand un de ces camarades appuya le point de vue trotskyste par une phrase de Lénine, Pottier lui déclara qu'il allait le faire exclure. D'autres « arguments » du même calibre achevèrent le « succès » de la réunion.

Succès immense — quatre adhésions aux J.S.R. — qui seront bientôt suivies d'autres, car les Jeunes communistes commencent à réfléchir et à critiquer.

Or, la critique, c'est l'ennemi n° 1 du stalinisme.

## Chez les J.S.R. de Saumur

La cellule J.S.R. de Saumur ne fait que prospérer depuis un mois. Un fort noyau de sympathisants s'est formé autour de nos militants et nous enregistrons toujours des demandes d'adhésions. Les camarades restés aux J.S. et aux J.C., dégoûtés par l'Union sacrée où se vautrent les Blum et les Cachin se rapprochent de nous. Nous avons vendu 340 numéros de la *Lutte* et 40 numéros de *Révolution* en quatre semaines. Un premier effort pour la souscription de la *Lutte* a fourni à ce jour 46 fr. 50 mais nous ferons mieux.

D'ici quelque temps une propagande intense sera faite et la cellule envisage l'organisation d'un nouveau grand meeting.

Dés maintenant les J.S.R. sont, localement, l'organisation la plus active, et ils seront bientôt les plus nombreux. J.S.R. vainera !

### REDACTION

Réunion tous les samedis 6 heures. Rappel aux Rayons : Il faut envoyer des délégués sur les critiques, les suggestions, la collaboration effective !

# Libérons les travailleurs arrêtés à Clichy

A l'action pour libérer les travailleurs arrêtés !

La presse nous informe que : Vers 19 heures, M. Beteille a fait un interrogatoire d'identité aux sept manifestants qui avaient été arrêtés et les a inculpés de port d'arme prohibée. Ces sept inculpés sont :

Gustave Salles, 40 ans, chauffeur, l'Espagnol Teófilo Hernandez, Ernest Gilquin, André Faufray, tous porteurs de morceaux de fonte provenant de grilles d'arbres ; Marcel Leruste, 18 ans, Roger Barneaud, 19 ans, porteurs de morceaux de fonte et de pierres ; Lucien Rougier, 26 ans, ouvrier spécialisé, 2, rue La Fontaine, à Saint-Ouen, porteur d'un rasoir.

Ainsi l'ignominie complète l'assassinat. Ces travailleurs sont coupables de n'avoir pas voulu se laisser assassiner par la police de Blum Dormoy.

Le Parti socialiste et le Parti communiste les laissent tomber. Bien entendu les fascistes et les radicaux les insultent.

La classe ouvrière n'accepte pas ce deuxième crime. Il faut libérer nos frères arrêtés. A l'action, dans l'usine et dans la rue pour imposer la libération des travailleurs arrêtés, puisqu'ils n'ont pas pu être assassinés !

## A Asnières aussi le sang ouvrier a coulé

Mardi 16 mars. — C'est le titre de la affiche placardée à la dernière minute par le Front populaire local. En effet la semaine dernière déjà Doriot avait pu tenir un meeting dans la cité ouvrière protégée par un triple barrage de filés à Dormoy.

Les chefs stalinien avaient convoqué les ouvriers à l'autre extrémité de la ville (aux Grésillons alors que la réunion se tenait près de la mairie).

Cette manœuvre ne réussit qu'à briser l'unité d'action ouvrière et à laisser aux prises avec les fascistes les quelques centaines de travailleurs qui avaient compris la nécessité de passer à l'action directe contre les bandes armées du capital. C'est pourquoi devant le mécontentement ouvrier le Front populaire dut se résigner à convoquer aujourd'hui pour une contre-manifestation sur le lieu même de réunion du P.S.F.

Dès 8 h. 30 les abords de la salle de réunion étaient occupés par les ouvriers, les issues coupées.

Par une série de manœuvres les responsables stalinien et socialistes réussirent à dégager le passage pour permettre la fuite des assassins croix de feu. Les ouvriers les plus combattifs comprenant qu'ils

sont trahis veulent rétablir leurs barrages.

D'autres se retirent peu à peu, dégoûtés et jaugeant sévèrement leurs chefs. La colère augmente quand arrivent les camarades blessés à Clichy. « Il nous faut la milice ouvrière », « Nous devons nous armer nous aussi, établir le gouvernement des ouvriers et des paysans qui seul ne trahira pas ». Voilà les leçons que les ouvriers tirent à haute voix.

C'est alors qu'éclatent des coups de feu de pistolets automatiques : ce sont les fascistes qui viennent de rompre révoluer au poing, les barrières ouvrières affaiblies par les manœuvres des stalinien : deux ouvriers tombent, dont l'un est atteint d'une balle à la tête. Ceux qui accourent à l'aide sont chargés à coup de crosse par les mobiles. De nouveaux blessés tombent.

Les « conclusions » que prétendit tirer le député stalinien Duthilleul tombèrent dans l'indifférence générale car tous les ouvriers conscients avaient déjà choisi entre ceux qui font le jeu du fascisme en poignardant dans le dos l'unité de lutte de la classe ouvrière et ceux qui les appellent à la lutte pour le pouvoir des ouvriers derrière le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## Soutenez la phalange

### MOIS DE FEVRIER

Cellule	15 fr.	néant	néant	néant	Total
12 <sup>e</sup> cellule	15 fr.	néant	néant	néant	15 »
14 <sup>e</sup> cellule	54 fr.	70 fr.	35 fr.	26 60	231 60
15 <sup>e</sup> cellule	néant	40 fr.	néant	45 fr.	85 »
18 <sup>e</sup> cellule	néant	50 fr.	néant	néant	50 »
20 <sup>e</sup> cellule	10 fr.	néant	12 fr.	21 50	43 50
Total du mois					435 10

Les autres cellules : néant. La 14<sup>e</sup> cellule est en tête et par sa régularité et par la somme la plus forte : 261 fr. 60, suivie par la 15<sup>e</sup> cellule. Il faut souligner que la 13<sup>e</sup> cellule a souscrit 100 francs pour les 10.000 francs ; mais ce n'est pas une excuse pour abandonner la phalange, de même pour le 11<sup>e</sup>.

Pour la fin du mois de mars, début d'avril, toutes les cellules de Paris et de province doivent exiger une journée de salaire de leurs adhérents au profit de la *Lutte*. Que chaque cellule fasse le recensement des possibilités financières de chacun à cet effet.

La cellule ayant fait le plus grand effort financier recevra gratuitement le dernier livre de V. Serge : *Destin d'une Révolution*.

## Lisez "4<sup>e</sup> Internationale"

Revue théorique du Parti Ouvrier Internationaliste. Au sommaire du n° 2 (Février).

Y a-t-il reprise économique en France ? (Moulin). — Le Procès de Novosibirsk, préparation d'un procès plus important (S.). — Les avocats des assassins : I. MM. Brandier et Thalheimer au travail (Lafargue) (documents). — La vie et la mort de Paul Lafargue (documents). — Bonapartisme bourgeois et bonapartisme soviétique (L. Trotsky). — Qu'est-ce que l'objectivité historique ? (L. Trotsky). — Sur la question juive (L. Trotsky). — Documents du P.O.I. Résolution sur le nouveau parti. — Charte politique. — Statuts.

Le numéro : 2 francs. Abonnements : 1 an : 20 francs, 6 mois : 10 francs. Compte chèques postal : Naville 1333-80 Paris, 15, passage Dubail, Paris 10<sup>e</sup>.

## Dimanche 21 à 14 h. Salle de l'Homme-Armé 44, Rue des Archives

## CONGRÈS RÉGIONAL de la R. P. et du P.O.I.

Prière aux délégués d'être présents dès 13 heures. Pourront y assister les camarades du Parti

NOTE DE LA REDACTION

Le caractère de ce numéro où entrent des articles de notre feuille spéciale, nous oblige à reporter à la prochaine fois, certaines rubriques. Nous avons voulu insérer le plus possible de notes concernant l'activité ouvrière et la grève.

CERCLE MARX-LENINE angle rue Legendre et av. St-Ouen Café Duclot Métro : Marcadet-Balagny Mardi 23 mars à 21 heures

LES BOLCHEVIKS ET LA DEFENSE NATIONALE par CLAIR

# LA VIE DU PARTI

## La Région Parisienne discute le programme d'action

A la suite de l'édition du programme d'action, une discussion s'institua dans la plupart des cellules.

L'assemblée générale faite dans le but, d'ouvrir à la fois la discussion et la campagne contre la vie chère, se déroula dans l'excellentes conditions.

Après que le camarade Clair rapporteur, eut expliqué le but essentiel de ce programme les tâches pratiques qui nous encombraient il insista particulièrement sur les revendications par catégories sociales qui répondent à la situation présente des masses laborieuses, menacées de voir les divers avantages acquis grâce à leurs luttes s'évanouir peu à peu par la hausse du coût de la vie, par les mesures financières du gouvernement, mesures qui marquent une capitulation complète devant le capital financier et l'abandon du programme de Front populaire. De nombreux camarades intervinrent alors, sur le contenu de ces revendications.

Neuilly. — Le camarade D. insiste sur la nécessité de coordonner le travail et de s'orienter vers l'organisation de commissions chargées plus spécialement du travail auprès de telle ou telle catégorie sociale.

Le camarade G. insiste sur la nécessité de préciser ce que l'on entend par contrôle ouvrier et y lier la conception des comités de contrôle des prix dans les localités.

Souligne l'importance des cellules d'usine et les conditions et l'efficacité de leur travail.

Colombes. — Ducos fait un ensemble de critiques concernant d'une part, certaines formes rédactionnelles du programme et d'autre part, des revendications importantes intéressant certaines catégories.

Pour les chômeurs : stipule la suppression de l'arréage pour les loyers. La constitution du fonds national de chômage.

Faire un paragraphe pour les revendications des travailleurs coloniaux et émigrés.

Nécessité également d'un programme paysan.

4. — Les camarades du 4<sup>e</sup> soulignent l'insuffisance du programme en ce qui concerne les revendications des petits commerçants, ainsi que des soldats. En particulier, il faut préciser la revendication pour l'abrogation des 2

17. — Les camarades du 17<sup>e</sup> indiquent, qu'il faut inclure dans ce programme, l'amnistie générale, certaines revendications propres aux soldats, telles que : augmentation du prêt, gratuité des transports.

17. — Les camarades du 17<sup>e</sup> indiquent, qu'il faut inclure dans ce programme, l'amnistie générale, certaines revendications propres aux soldats, telles que : augmentation du prêt, gratuité des transports.

## Souscrivez pour la Lutte Ouvrière

LA SOUSCRIPTION POUR LES 10.000 francs

Cette semaine nous avons reçu la somme de 471 fr. 50. Comme chaque semaine nous rappelons à nouveau à l'ordre tous les lecteurs de LA LUTTE et tous nos sympathisants.

Camarades soutenez le Parti de la révolution !

Souscrivez !

Total des listes précédentes : 3.295 50 Pour soutenir La Lutte ... 15 » 13<sup>e</sup> cellule ... 50 » Le faucheur ... 6 50 Souscription de sympathisants trotskystes ... 145 » Pour la IV<sup>e</sup> Internationale ... 5 » Un isolé de province ... 50 » Liste de souscription n° 413 ... 150 50 Souscription à un meeting ... 49 50 Total général ... 3.767 »

A la fin du mois de mars pour soutenir la LUTTE, tous les trotskystes doivent verser une journée de salaire pour notre journal.

Troisiers de cellules, rayons, régions, prenez vos dispositions en conséquence !

## Réponse d'un militant

A LA DIRECTION DE LA COMMUNE

Malgré des refus successifs et plusieurs lettres vous mettant en demeure de cesser tout envoi, aussi bien de journaux que d'autres papiers, et vous indiquant nettement ainsi, après votre criminelle tentative de division lors du congrès du P.O.I. en octobre dernier, que je ne pouvais plus rien avoir de commun avec votre entreprise, je suis informé que vous poursuivez l'envoi hebdomadaire de votre journal à mon ancienne adresse que j'ai quittée depuis plusieurs mois. Je vous somme donc publiquement cette fois, puisque vous ne voulez tenir aucun compte d'autres avertissements, d'avoir à cesser sans délai ces envois.

Et, si la somme de 10 francs par mois que représentent environ ces envois fantaisistes, pour le plaisir d'ajouter à une liste trop maigre de correspondants un nom supplémentaire, versez-la à la souscription de *La Lutte Ouvrière*, vous aiderez ainsi l'avant-garde prolétarienne dans sa lutte pour la IV<sup>e</sup> Internationale au lieu d'essayer de diviser son effort par votre journal.

A bon entendeur, salut !

Alain BEHEL.

Insister sur les formes de lutte préconisées, occupations d'usines, etc...

18. — Le camarade B. propose quelques amendements qui rentrent dans le cadre des critiques formulées précédemment.

19. — Le camarade A. insiste sur un certain nombre de points, tels que : Loyers (diminution), renouvellement des contrats, nécessité de s'opposer avec vigueur à tout renvoi des délégués, formes d'élection par liste. Expliquer le fonctionnement de l'échelle mobile. Préciser l'âge de la retraite pour les vieux travailleurs. Comités de soldats. Consacrer un paragraphe particulier aux petits fonctionnaires.

14. — Les camarades du 14<sup>e</sup> insistent également sur quelques points déjà mentionnés et en particulier, sur les formes de luttes grévistes, l'occupation des usines, souligner son efficacité, etc...

F. — Corvin indique quelques précisions à formuler sur les revendications des jeunes et intervient surtout sur les méthodes d'agitation et propagande qu'il y a lieu d'employer. Choix d'un mot d'ordre. Objectifs précis. Coordination des efforts par une commission d'agit-prop, etc.

Divers autres camarades prennent la parole du 20<sup>e</sup> et du 12<sup>e</sup>. Apportent quelques considérations générales sur la conception même du programme.

Cette première assemblée, excellente à bien des points de vue, fournit ainsi de nouveaux matériaux d'élaboration et doit être suivie, de nouvelles suggestions, d'expériences vécues et la mise en pratique apportera des matériaux nouveaux, intéressant tous les domaines de notre activité.

Il faut que de telles discussions, s'élargissent et que les camarades en province, forment leur opinion.

Qu'une correspondance s'établisse avec les camarades sympathisants, qu'une vie politique intense se développe, mais surtout, que ce soit pour nous tous le départ d'un nouvel effort.

Que chaque militant lui ou lui vit, là où il habite, s'intègre au mouvement, s'y montre parmi les meilleurs, fasse connaître l'organisation, y recrute de nouveaux militants.

Les ouvriers et employés, dans les syndicats et sur leurs lieux de travail, s'occupent dans les comités de chômeurs et ainsi de suite.

Une campagne s'ouvre, elle doit amplifier et se prolonger et être pour notre organisation une possibilité nouvelle de liaison plus intime avec la masse de ceux qui travaillent et qui souffrent.

Une campagne de dénigrement est engagée à fond contre tous ceux qui se refusent à suivre les stalinien dans leur trahison.

Dans les chantiers comme ailleurs, où les discussions vont leur train, et où le mécontentement s'amplifie, il n'est plus possible de parler un autre langage que celui des adeptes de l'homme « infallible », du « père des peuples », Staline, sans être accusé d'être vendu au fascisme que les stalinien hésitent pas à confondre avec les trotskystes, entre lesquels cependant il y a une nuance telle qu'il ne peut venir à l'idée d'aucun homme sérieux de faire le plus petit rapprochement !

A Nantes comme ailleurs la campagne de dénigrement est poussée avec l'énergie du désespoir par ceux qui ne peuvent plus se faire d'illusions sur l'effondrement total de leur III<sup>e</sup> Internationale.

Il faut répondre à ces calomnies. S'il faut accepter la politique de collaboration de classe ; la tactique des mains tendues aux croix de feu et calotins ; l'Union de la nation française qui signifie l'union sacrée ; le principe du front des français ; l'arbitrage obligatoirement et la politique de capitulation devant les forces d'argent et le Sénat conservateur, pour ne pas être fasciste, alors, nous sommes des fascistes ! Mais si l'on réintègre le principe fondamental du socialisme intégral, réintègre les thèses des premiers congrès de l'I.C., réintègre la lutte de classe qui s'impose cependant plus que jamais en face d'un patronat de combat, combattre les trotskystes et les social-fascistes révolutionnaires qui s'attachent à reconstituer une avant-garde révolutionnaire, adopter une attitude passive en soutenant Herriot-Jouhaux-Daladier, ce n'est pas faire le jeu du fascisme, alors que les stalinien nous disent qu'ils ont menti ! Hier ou aujourd'hui ? Et de quel côté de la barricade se trouvent les renégats ?

THARREAU, ancien membre du bureau de la région de l'Atlantique du P.C.

# LES LUTTES OUVRIÈRES

## La Grève Générale de la Région Parisienne n'est qu'un début

Jeudi soir.

M. Thorez affirmait hier que le massacre de Clichy était le commencement de l'offensive des trusts.

Aujourd'hui Raynaud, le porte-parole du P.C. à la direction de l'Union régionale, déclare froidement : « Dans la journée d'hier, des grèves éclatèrent un peu partout, spontanément, de façon anarchique... Certaines de ces grèves n'ont pu être arrêtées mercredi que parce que les ouvriers ont su que l'U.D. envisageait un mouvement général pour le jeudi. Ainsi, cette grève générale a été une grève pour le maintien de l'ordre ».

Quel avenir ? Dans la République, S. Saitly écrit de son côté : « Les communistes appuient cette décision (de la grève) sur les arguments suivants : une vive effervescence agite les milieux ouvriers parisiens ; pour qu'elle ne s'envenime pas, il faut la canaliser en décrétant une grève générale temporaire qui calmera les ardeurs, ou du moins les disciplinera et qui empêchera de nouvelles violences ».

Voilà le résultat de la stratégie du Front populaire : les dirigeants refusent depuis deux mois de faire grève ou d'occuper les usines pour défendre les ouvriers contre le patronat et lutter contre les trusts, 200 familles et autres — puis, lorsqu'ils sont obligés d'enterrer une grève déclarée en fait,

### Au cours de la lutte

BRÁVO ! C'EST LA BONNE VOIE !

Comme chez Renault, les camarades de chez Lorraine, chez Liore-Olivier, chez Citroën, se sont réunis pour imposer la révolution et chasser les fascistes de leur boîte.

Bravo camarades ! C'est la bonne voie.

Comités pour chasser les fascistes de l'usine, de l'administration, de l'armée, de la police !

### L'ACTIVITE DES P.O.A. et J.S.R.

Le lendemain de la soirée sanglante, le P.O.A. et le J.S.R. ont distribué 10.000 tracts, diffusant les mots d'ordre bolchevik pour briser les assassins, et le mur d'argent.

Le jeudi, notre feuille spéciale a été bien diffusée.

### LA CAMARADE SOLANGE DEMANGEL

Nous avons craint, un moment, que la camarade socialiste du 18<sup>e</sup>, Solange Demangel, ne vienne s'ajouter à la liste trépidante des victimes de la police de Blum-Dormoy.

On nous informe que, fort heureusement, il n'en est rien, bien que cette courageuse camarade ait été gravement blessée.

Nous adressons à la camarade Demangel, qui est une abonnée de notre Luttes Ouvrières, nos vœux bien fraternels.

### CEUX QUI ONT AGI SANS ORDRES...

Les postiers ont fait grève une heure au Central télégraphique, une heure à la Bourse, une heure au bureau central Radio.

Il est à noter qu'au central télégraphique les travailleurs avaient pris des dispositions pour bloquer la grève de 10 à 12 heures. Mais Perrot responsable de la Fédération est venu s'interposer et a invité les postiers à reprendre le travail. Un bon serviteur de l'Etat bourgeois...

### LA DISSOLUTION SELON LES STALINIENNES.

Nous lisons dans Ce Soir, sous la rubrique Boulogne, que la permanence du P.S.F., est protégée par les responsables du Front populaire :

« On entre que la police est rassurée, qu'elle est là mais doit se montrer discrète ».

Mais les chefs stalinistes préchent la dissolution pour faire protéger les permanences croix de feu !

### APRES LA VIGUEUR MANIFESTATION DES H.C.R.B.

Par une manifestation spontanée, de la République à l'Opéra, les travailleurs de l'industrie hôtelière ont montré qu'ils en avaient assez d'être dupés.

On leur avait promis le vote rapide de deux lois qui leur tiennent à cœur, de leur donner suppression des bureaux de placement, tous plus ou moins véreux, officines de corruption et de favoritisme.

Suppression du pourboire, leur unique décevante rétribution pour vivre actuellement.

Neuf mois ont passé et rien encore n'est enfanté. Et tous comprennent bien maintenant, que si ces deux lois ne sont pas votées et appliquées pour l'ouverture de l'exposition, rien ne sera fait d'ici longtemps.

C'est pourquoi boussolant les inertes de la direction syndicale, ils firent comprendre que c'en était fini des promesses de ministre et qu'une seule voie leur restait, la lutte.

Ils l'ont commencée et ils ne veulent pas en rester là. C'est jusqu'à complète satisfaction qu'ils sont décidés à lutter.

Mais il faut aussi que la direction

ils s'efforcent d'en détourner le sens. Cette politique facilite la démagogie des fascistes, qui disent : Voyez, vos dirigeants font la grève pour des objectifs politiques, en refusant même d'attaquer Dormoy ; mais ils ne veulent pas de grève pour défendre vos revendications.

Du côté des ouvriers, la grève traduirait une volonté de lutte pour détruire la politique capitaliste de la pause et de la soumission au grand capital. La manifestation de Clichy et la grève générale de la région parisienne marquent l'explosion de la combativité ouvrière, canalisée par les chefs réformistes fidèles à leur « compromis » avec les 200 familles sous prétexte de défense nationale.

Les métallurgistes, les travailleurs du bâtiment, des transports, etc. ont montré la véritable voie pour mobiliser les masses pour la victoire. Malgré les chefs ils manifestent pour des revendications économiques qui intéressent tous les travailleurs. Ils ont aussi montré la voie pour dissoudre efficacement les fascistes, en se réunissant pour les chasser de l'usine.

Bravo ! camarades. Il faut y ajouter la milice ouvrière. Il faut unifier la lutte dans de puissants congrès de délégués. Il faut la poursuivre jusqu'à la victoire, c'est-à-dire l'instauration du gouvernement des comités, d'ouvriers, paysans, soldats.

### Les employés veulent les 5-8 !

★ ★

Au mois de décembre dernier, la Chambre syndicale des employés de la région parisienne organisa le même soir deux grands meetings, à Huyghens et à Japy. Les exploités de la banque, de la nouveauté, des assurances, etc., s'y rendirent par milliers. Les camarades s'engagèrent surtout à chasser les louanges de « notre chef camarade Blum », comme si, sans leur action de masse, les employés eussent obtenu, grâce à Blum, le moindre avantage !

Pour répondre aux protestations de nombreux employés d'assurances qui reprochaient aux « négociateurs » de la convention collective leur impuissance à obtenir une échelle mobile de salaire analogue à celle obtenue par les camarades de la banque, un « responsable » de la Chambre syndicale fit cet aveu effarant (naïf ou cynique) : « Comme notre camarade Vincent-Auriol lançait à ce moment-là son emprunt, nous n'avons pas voulu nous montrer trop intransigeants avec les patrons de l'assurance, dans l'espoir qu'ils souscriraient massivement à l'emprunt. Mais l'appel du gouvernement n'a pas été entendu et, la prochaine fois, nous serons intransigeants ! »

Or, les employés, sacrifiés aux intérêts de l'emprunt de l'Etat bourgeois, s'impatients et menacés de passer à l'action si la semaine de 40 heures en 5 jours ne leur est pas immédiatement appliquée. Ils comprennent que c'est par leur lutte indépendante de classe qu'ils feront reculer le patronat et les ministres du Front populaire asservis aux puissances financières. Blum lance son « grand emprunt de défense nationale ». Il appelle les gros détenteurs de capitaux à son secours ! Donnant, donnant, et les employés attendront encore longtemps le décret d'application des cinq-huit. À moins que, sourds aux abjurations des dirigeants syndicalistes, insensible à leurs pauvres arguments, ils engagent la lutte et conservent entre leurs mains la direction de la bataille et les fruits de la victoire.

Les employés ne vous croient pas, M. Capocci, quand vous écrivez dans l'Humanité et ailleurs, que les banquiers poussent à la grève au moment de l'emprunt. Chacun sait que cet emprunt est pour eux l'occasion de monstrueux profits, comme toutes les opérations financières de tout Etat bourgeois.

Mais la réussite de la politique financière de MM. Blum, Rist, Rueff, Caillaux passe, pour MM. Capocci et Cie, avant l'amélioration des conditions de travail et d'existence des employés qui, pourtant, les paient pour les défendre et se placer à la tête de leur lutte !

Nous sommes des provocateurs, n'est-ce pas, M. Delon, et c'est vous, qui êtes un vrai « communiste » ! D'ailleurs, Capocci n'a pas besoin de notre avis, puisqu'il a celui de Mgr le cardinal Verdier ! Cela lui suffit !

M...  
Employé d'assurances syndiqué (C.G.T.)

syndicale y aille de bon cœur. Elle se doit de mener cette lutte avec vigueur et n'a pas à tenir compte ni du parti socialiste ni du parti communiste, ni du gouvernement qui parce qu'alliés des radicaux font le jeu du capitalisme et de notre patronat. Cela est bien clair cependant.

Oh avec la politique de ces partis qui capitulent devant nos patrons ;  
Oh avec les travailleurs des H.C.R.B. Gédé.

## Sept sous de "rallonge" !

2.000 délégués d'usines métallurgiques de la région parisienne malgré leurs dirigeants stalinistes, repoussent l'arbitrage et décident de manifester dans la rue.

Mardi soir, pendant la fusillade de Clichy, se tenait, rue d'Angoulême une assemblée de tous les délégués métallurgiques de la R.P. Il s'agissait de faire accepter la dernière sentence arbitrale de rajustement de salaires !

Sept sous de l'heure au 15 mars, au lieu de 10 p. 100 au 1<sup>er</sup> mars.

On se souvient que déjà une première fois, un arbitrage avait été accordé 8,5 % au 15 janvier au lieu de 15 au 1<sup>er</sup> janvier. La nouvelle demande de 10 % avait tout juste réussi à enrayer le mécontentement.

Mais cette fois c'était trop ! une tempête de protestations accueillit ce résultat.

Le bureau du syndicat des métaux dut encaisser une série de défaites dont il aura bien du mal à se relever. Il fallut capituler devant la volonté d'action des métallos.

Doury fit d'abord une tentative pour calmer les esprits : on ferait une manifestation dans les boîtes, un quart d'heure après la fin du travail. Répondit sous les huées.

Deuxième tentative : manifester 5 minutes avant, 10 minutes après la fin du travail... Même accueil ! C'est dans la rue, devant le syndicat patronal que les métallos veulent manifester.

## Conflit à la Société Industrielle des Téléphones dans la R. P.

La S.I.T. comprend dans la R.P. six usines, quatre sont en conflit : la câblerie à Bezons (métallurgie), et trois usines dépendant des industries chimiques (Bezons, Théâtre et Clichy).

Deux usines n'ont pas rejoint le conflit : la S.I.T. à Levallois qui n'appartient plus au même groupe depuis quelque temps et la S.I.T. 15<sup>e</sup> arrondissement qui bouge puisque les dirigeants stalinistes du syndicat des métallos de la région parisienne ont réussi à empêcher de débrayer. Pour ces gens-là un responsable a droit à des galons s'il « tient bien en mains » sa section syndicale, il ne s'agit pas pour eux de diriger la lutte mais de s'opposer à tout mouvement.

Un « collaborateur », Galtier, est secrétaire du comité de coordination des usines de la S.I.T. (il travaille à Bezons, usine industrielle chimique), fut licencié. La direction du syndicat ouvrier des industries chimiques fit l'impossible pour éviter la grève, les ouvriers ne pouvaient se décider à laisser partir leur camarade Galtier et ils auraient débrayé s'eussent-ils eu l'accord de leur syndicat si celui-ci n'avait fait une retraite prudente et décidé que jeudi matin, 11 mars, la grève avec occupation aurait lieu.

A cette grève se joignent les ouvriers de la câblerie de Bezons (syndicat des métaux d'Argenteuil-Bezons), malgré l'opposition de Timbaud. Aussitôt le gouvernement prend ses responsabilités, il faut bien donner confiance aux capitaux, et au Théâtre les grévistes vont avec stupeur le commissaire divisionnaire commander la manœuvre d'une autobatterie qui défonce la porte d'entrée et la police fait irruption dans l'usine. Ce même commissaire gifle un gréviste et désignant un groupe de Nord-Africains donne l'ordre à ses files de taper dans le tas. À l'usine de Clichy une provocation policière avait lieu, le commissaire de police accompagné de deux agents rentre dans l'usine pour parlementer avec le comité de grève, quelques minutes après un agent sort et, de la porte à quelques dizaines de files qui se trouvaient là, que le commissaire était retenu par les grévistes. Heureusement ceux-ci déjouent la provocation par leur fermeté, par le refus de la porte ils demandent aux agents de se retirer assez loin pour que la porte puisse être ouverte et c'est ainsi que le commissaire pitoyable sort de l'usine ayant reçu la meilleure leçon qui soit sur les moyens de maintenir l'ordre.

Inutile de dire que depuis la vigilance ouvrière a redoublé et malgré les manœuvres du patronat qui tente de faire intervenir son syndicat professionnel groupant surtout des ingénieurs et agents de maîtrise, ils ne laisseront pas rééditer le coup du S. I. A. M. à Lille. À noter que nous ne sommes pas autrement étonnés d'appréhender que des délégués croix de feu sont reçus au ministère du travail au titre de délégués d'ingénieurs.

Les pourparlers se poursuivent, la victoire ne fait aucun doute, Galtier sera réintégré et il n'y aura pas de sanctions.

## Libérons les Emprisonnés de Clichy !

Troisième tentative : on irait à Vincennes, se lier avec l'Union des syndicats, qui organise une protestation contre la vie chère. Rien à faire ! « A Paris ! à Paris ! dans la rue ! »

Il fallait y passer ! On accepta enfin une proposition : On se rendrait en cortège au Vel' d'Hiv', en sortant des boîtes, avant samedi.

Nous verrons bien s'il aura été possible, à la faveur de l'effervescence produite par la fusillade de Clichy — qui n'a pas été connue pendant l'assemblée — de noyer le mouvement des métallos.

À noter : plusieurs résolutions d'entreprises contre l'arbitrage ont été lues. Galopin, du groupe syndicaliste Luttes de classes, a pu intervenir, malgré la campagne de calomnies déversées par les stalinistes contre les camarades de ce groupe.

Silence du bureau !

L'admirable esprit de classe des métallos s'est révélé dans une question typique : Un grand nombre de boîtes repoussent la récupération des jours de fêtes légales, question qui provoque de graves frictions dans les entreprises, en particulier avec les techniciens et employés au mois ; là-dessus non plus, le bureau n'a pas pris position.

Mot entendu d'un délégué stalinien : « Quand je pense que les trotskystes nous ont battus ! »

Non, camarade, ce ne sont pas encore les trotskystes, mais c'est la conscience de classe des métallos qui vous a battus !

## Démocratie stalinienne à la Conférence Nationale de l'Aviation

75 délégués des usines d'aviation ont assisté à la conférence. 12 maisons de province étaient représentées. La discussion a été escamotée : deux séances de 10 h. 30 à 12 h. et de 2 h. à 6 heures. On demanda aux délégués de la région parisienne de ne pas intervenir. Doury, représentant de la C. G. T. au comité de coordination des sociétés nationales aéronautiques présidé par le grand capitaliste Deseuille, était disposé de venir à la conférence.

Par contre Costes, secrétaire de la commission parlementaire de contrôle des nationalisations, qui n'a jamais réuni, était venu faire approuver la politique de défense nationale. Croizat présenta le rapport d'organisation sur l'organisation de la section fédérale. Levellé fit ensuite son rapport sur l'apprentissage. La discussion porta uniquement sur la possibilité de faire une dérogation de 10 heures, de mandée par le ministère de l'air. Costes intervint naturellement en faveur de cette mesure, et donna la tendance fâcheuse de mettre à la porte les anciens patrons gardés au poste de direction, ce qui aurait par résultat de désorganiser la production et ce n'est pas le moment. Le discours de Costes se termina par un vibrant appel pour la défense nationale. Finalement on adopta une résolution à la guimande.

Les revendications des ouvriers, en particulier le contrat national furent renvoyés pour examen à une commission.

D'ailleurs comment aurait-il pu y avoir une discussion sérieuse puisque la conférence n'a été annoncée que le vendredi par les journaux, furent collecter l'argent de leur voyage et n'avaient pas de mandats précis, n'ayant pu consulter leur syndicat. Un délégué du livre : Olivier, remarqua même que le seul document sérieux était la surcharge brochure de la Fédération des techniciens.

C'est pourquoi fin de séance la direction annonça une attaque d'envergure contre la Fédération des techniciens. Une délégation de l'Union syndicale des techniciens de l'aviation, organisation issue d'une amicale jaune, mais protégée par le bureau confédéral vint au congrès. Serre, directeur d'Air-France, faisait partie de cette délégation. Elle demanda l'intégration des techniciens de l'aviation dans la Fédération ouvrière des métaux. On espère ainsi liquider peu à peu une organisation syndicale qui ne veut pas accepter la politique d'Union sacrée, contre les intérêts des ouvriers. Cette manœuvre en prépare d'autres.

La C. E. élue par le congrès comprend les inevitables Dourcy, Costes, Croizat. Mais cela n'empêchera pas les ouvriers et techniciens de l'aviation de lutter :

Pour leur contrat collectif national ; Pour le maintien des 40 heures sans dérogation, solidaires de la Fédération des techniciens qui défend véritablement leurs intérêts.

P.-S. — Nous montrerons la semaine prochaine comment les patrons désorganisent la production et organisent le sabotage.

## LA POLITIQUE SYNDICALE



## La lutte antitrotskyste

Allons tout va bien pour messieurs Schneider et Cie : la commission administrative de notre C.G.T. a voté, dans sa séance du 12 mars 1937, une participation de 250.000 francs à l'emprunt pour la défense nationale.

Il ne fait aucun doute pour personne maintenant que le gouvernement de Front populaire a l'appui direct des banques. Cinq milliards d'emprunt couvert en moins d'un jour ! Ça ne vous dit rien camarades !

Et voilà notre C.G.T. qui prête notre argent — car c'est bien le nôtre — pour les marchands de canons !

Pourtant nous lisons dans une brochure éditée par la C.G.T. « Syndicat, soit un syndicaliste », le conseil suivant :

« Pas de confiance passive dans les gouvernements, si dévoués soient-ils à la cause ouvrière ».

Pour le gouvernement Blum qui non seulement s'est montré incapable de juguler la spéculation et la hausse des prix, mais consciemment s'est mis au service des banquiers et financiers Finaly, Pâtenôtre et Consorts, les membres de la commission administrative ont, à l'unanimité, décidé de souscrire 250.000 francs...

Alors pourquoi ce conseil, si l'on en tient pas compte soi-même ?

C'est un véritable défi lancé aux travailleurs par les dirigeants réformistes et stalinistes de notre C.G.T.

En face de cette politique d'intégration des intérêts syndicaux de la C. G. T. dans les affaires de la bourgeoisie, au pouvoir derrière Blum, les patrons sont naturellement plus exigeants que jamais.

Ce qui fait écrire à Gaston Monmousseau :

« Ces messieurs (les patrons) crânaient moins voilà dix mois ; pourquoi relèvent-ils la tête aujourd'hui ? » (La Vie Ouvrière du jeudi 11 mars 1937).

Pourquoi ? Mais parce que Gaston Monmousseau lui-même a voté au parlement la loi sur l'arbitrage obligatoire, cet équilibre du mouvement gréviste ; parce que Gaston Monmousseau a voté l'interdiction de l'envoi de volontaires en Espagne ; parce que Gaston Monmousseau a voté l'approbation de la nouvelle politique financière du gouvernement de Front populaire qui se soumet aux banques.

Les patrons relèvent la tête parce qu'un arbitre ouvrier comme Bernard, maître « communiste » de Drancy, a approuvé une sentence arbitrale, sur le conflit des métallurgistes de la Sambre, qui réduit les délégués d'usines à des prud'hommes (voir le texte de cette sentence dans La Vie Ouvrière du 26-2-37).

Les patrons relèvent la tête parce que tous les députés, tous les dirigeants du Front populaire, à la renommée des chefs radicaux de la affaire Stavisky, approuvent toutes les mesures financières, répressives, d'éducation chauvine, concernant la défense nationale du régime capitaliste — celui des patrons.

Les patrons relèvent la tête aussi — oui, Gaston Monmousseau — parce que lui et les amis du Parti dit communiste qui dirigent les syndicats, sont les meilleurs soutiens du Léon Juhau de 1914, de la scission syndicale du congrès de Lille de 1921, de la collaboration des classes de toujours.

Les patrons relèvent la tête parce que Gaston Monmousseau, Frachon, Raymond et tous les stalinistes responsables syndicaux accusent de « provocateur trotskyste », de « diviseur » et autres belles choses, tout ouvrier révolutionnaire qui veut, comme en juin par l'action directe de masse, lutter contre le patronat « qui relève la tête ».

Trotskyste ? Celui qui veut lutter, qui rejette cette loi sur l'arbitrage obligatoire qui étouffe toute velléité, la plus justifiée, d'action directe.

Trotskyste ? Celui qui dénonce la politique du blocus — que « les 72 » approuvent par leurs votes de confiance au gouvernement — de la révolution espagnole et qui appelle les travailleurs à agir en masse pour briser ce blocus-traitre.

Trotskyste ? Celui qui explique à ses camarades d'atelier que nous devons nous préparer à nouveau à une action d'envergure, comme en juin, pour arracher au patronat de nouvelles conquêtes.

Trotskyste ? Celui qui pense que les victoires de juin ne sont pas le résultat des directives de lutte données par la C.G.T. — elle en était bien incapable malheureusement —

mais bien de l'union dans l'action de classe de tous les travailleurs.

Trotskyste ? Celui qui préconise l'organisation et la constitution de milices ouvrières armées pour écraser les bandes fascistes « dissoutes », ne l'oublions pas, par le gouvernement du Front populaire.

Trotskyste ? Celui qui veut entraîner ses camarades ouvriers à la lutte pour l'exercice du contrôle ouvrier, pour la lutte contre la vie chère, pour mettre à la lanterne les spéculateurs.

Et bien oui, trotskyste parce que partisan d'une politique de lutte de classe, parce qu'adversaire irréductible de la défense nationale en régime capitaliste. Et nous, les trotskystes, exprimons si bien les aspirations de lutte des travailleurs que, dans l'action directe, sont « trotskystes », que Timbaud en voit parler.

C'est pourquoi le syndicat des métaux a édité un tract intitulé : « Les métallos défendront leur union contre les diviseurs et les provocateurs » ou « anarchistes, doriolistes, trotskystes et autres gens de même acabit » sont mêlés intentionnellement. Même les faux, les tromperies, les insultes les plus basses d'un Timbaud, n'y changeront rien : la classe ouvrière commence à en avoir marre des gens de son espèce qui sont satisfaits de leur influence quand elle a servi à empêcher une grève pour que « les patrons relèvent la tête » et que messieurs les chefs radicaux pourris ne s'émouvent pas...

Oui, les métallos défendront leur union contre les doriolistes, croix de feu, pour les écraser, malgré Timbaud qui veut la « paix sociale » comme son parti, pour la défense du capitalisme. Ils défendront leur union dans l'action directe contre le patronat de droit divin et leurs serviteurs fascistes, pour le socialisme.

Les multiples ordres du jour d'assemblées syndicales dénonçant l'arbitrage obligatoire comme contraire aux intérêts ouvriers répondent à tous les Timbaud du mouvement syndical. Les travailleurs dresseront une barrière de classe de plus en plus puissante contre leur politique de division et d'affaiblissement des syndicats.

Les patrons ne relèvent pas la tête quand la classe ouvrière agit par une lutte de classe organisée, cohérente et audacieuse pour le Pain, la Paix et la Liberté !

Le Parti ouvrier internationaliste lutte pour unir tous les exploités dans l'action contre les exploités capitalistes, pour forger, au travers de la lutte des classes, un véritable parti révolutionnaire du prolétariat, une IV<sup>e</sup> Internationale, face à la trahison de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales.

## Saint-Chamond à l'avant-garde

La section syndicale de St-Chamond-Granat a voté l'ordre du jour ci-après où elle se prononce pour l'échelle mobile et stigmatise la loi de dupier, et d'arrangement qui est la loi sur l'arbitrage obligatoire.

Bravo camarades de vous situer ainsi à l'avant-garde des intérêts de la classe ouvrière toute entière !

La motion déclare faire « confiance à la C.G.T. » s'il s'agit de la confiance dans les masses de la C.G.T., c'est bien car elles veulent la lutte. Mais pas de confiance dans les chefs qui viennent démoraleser et diviser. Il faut que les ouvriers fassent de la C.G.T. l'arme puissante de leur lutte.

Cela n'est possible qu'en la débarrassant de la direction des réformistes et des stalinistes !

### ORDRE DU JOUR

La section syndicale des métaux St-Chamond-Granat à Courbevoie, Réunion en assemblée générale le 10 mars 1937 se sépare après avoir voté l'ordre du jour suivant :

Demande aux responsables du syndicat des métaux de faire pression auprès de la Fédération pour obtenir au plus tôt l'application de l'échelle mobile (réajustement au coût de la vie devra être basé sur le salaire maximum et le quotient donné s'appliquer à tous les salaires).

Après avoir entendu la sentence arbitrale du 23 janvier 1937 concernant le conflit de la Sambre ;

Sé prononce contre l'arbitrage obligatoire qui est néfaste aux intérêts des ouvriers.

Demande la suppression de cette loi et termine cet ordre du jour en faisant confiance à la C.G.T. en ce sens.

La section syndicale St-Chamond-Granat, Courbevoie.

## NOS CAMARADES nous disent :

suite de la première page

### NE RECULEZ PAS CAMARADES !

Mais sans direction sûre, sans guides, abandonnée par ses chefs qui lui demandent de « se calmer » et « d'être disciplinée » il y a un moment de flottement dans la foule, chargée sans arrêt par l'appareil policier du régime... Mais l'instinct révolutionnaire de lutte reprend le dessus et la réaction vient implacable : ne reculez pas camarades, chargez ! On est ici chez nous ne cédon pas de terrain !

### LES BARRICADES S'ÉLEVENT

C'est alors, continue Duco, que pour nous protéger et nous défendre nous avons pris tout ce qu'on trouvait sous la main pour élever des barricades. Nous avons vite amassé des bancs, des troncs d'arbres, etc., et empilé des grilles d'arbres, de pavés, de barres de fer afin d'empêcher les mobiles de charger.

### ON SE REFUGIE DANS LA MAIRIE

Mais sans arrêt, sans arrêt, les fusillades crépitaient. Des dizaines et des dizaines de copains ouvriers tombent, le sang coule, on entend des cris des blessés qui déchirent les oreilles. On est repoussé et l'on se réfugie dans la mairie où pour protéger les autres on lance sur la mobile tout ce qu'on trouve à portée de la main.

Puis on ressort à nouveau pour continuer la lutte à travers la mitraille qui frappe la mairie elle-même. Jusqu'à une heure tardive il en sera ainsi.

Voici ce que dit encore notre camarade Charles Kramer, du 17<sup>e</sup> rayon de notre Parti :

A vingt heures on peut évaluer à 10.000 personnes les antifascistes rassemblés. On sent une atmosphère de combat, de lutte.

A 20 h. 30 les premières charges de la mobile. Des coups de feu sont tirés à blanc et à balles sans sommation.

Les cars de flics passent alors à 80 km. à l'heure tous stors baissés, mais derrière les stors on tire des rafales et des ouvriers tombent. Le sang coule. En quelques minutes la rage s'empare de nous : « Ah ! les saulauds, ils tirent sur nous ! »

Immédiatement la riposte : on lance des projectiles sur les cars. C'est alors qu'après le passage des cars la première barricade s'élève avenue Jean-Jaurès.

Dans la rue de l'Union un groupe de plusieurs milliers de manifestants se heurtent à un barrage. Les gardes chargent la foule, on se replie vers la mairie.

C'est alors que 10 cars de flics arrivent et s'arrêtent devant les barricades. L'Internationale éclate. Nouvelles charges de police afin de dégager les cars. Coups de feu, matraçage. Du sang gicle encore, toujours !

Des coups de feu claquent, claquent. A 22 heures, Marx Dormoy arrive pâle comme un mort : « Dormoy assassin ! » « Dormoy démission », hurlent des milliers de travailleurs. Le ministre de Blum annonce que le service d'ordre va se retirer immédiatement et que tout va s'arranger.

Immédiatement blêmes et effondrés les dirigeants stalinien en profitent pour crier : « dispersez-vous camarades ! Discipline ! Vive le Front populaire ! » Ils ne se rendent même pas compte que les travailleurs de Clichy viennent de comprendre ce soir-là ce qu'est le Front populaire et ce qu'il vaut !

Pourtant il y a un nouveau flottement dans la foule qui ne sait que faire. Croire encore ses dirigeants ou continuer la lutte ?

Ca n'a pas duré ! Deux minutes peut-être après, le service d'ordre étiquette la barricade qui s'est élevée entre la rue de Neuilly et la rue de l'Union. Une salve de mousquetons. Des tués, des blessés.

On repart de plus belle, on se défend comme on peut. On est repoussé jusque dans la mairie où les gardes nous pourchassent frappant à coups de crosses et de matraques.

Des fenêtres d'immeubles sur la place de la mairie on voit des fascistes tirer sur la foule.

C'est à ce moment que notre camarade Canard, du rayon des J.S.R. du 17<sup>e</sup> qui était à mes côtés s'affaisse la tête en sang.

Le crépitement des mousquetons n'arrête pas et déchire les oreilles à un mètre à peine de moi un travailleur en vêtement de travail, en cote bleue est atteint d'une balle en plein front et tombe les bras en croix.

C'était le tir à volonté sur nous. Ces vaches-là s'en donnaient à cœur joie ! Ah, c'est beau le régime du Front populaire ! Ah, il est beau

## La Rocque félicite Max Dormoy

« Le P. S. F. apporte le tribut de son admiration et de sa reconnaissance patriotique à la garde mobile et au service d'ordre qui ont été parfaits de calme sous le feu des émeutiers. (Ordre du jour du P.S.F. Clichy).

Ainsi La Rocque félicite Langeron-Dormoy. Mais ça n'empêche pas l'humanité et le Populaire de demander la dissolution des bandes de La Rocque-Doriot par la police qui fait de la si « bonne besogne » pour les assassins en assassinant les ouvriers.

Nous répétons pour la millième fois que seule l'organisation de la milice ouvrière peut assurer la dissolution des ligues fascistes.

## Réflexions entendues dans la foule meurtrie

Au moment des premiers coups de feu et des premières victimes, écorché un prolo criait : « Si c'est ça le front populaire on n'en veut pas ! »

Un autre disait : « Ah les vaches on a rien dans les mains mais attend le prochain coup ils peuvent être sûrs qu'elle ne seront pas vides ».

Sur le perron de la mairie vers 23 heures, un dirigeant stalinien serrant les fesses criait d'une voix étranglée : « Discipline camarades, du calme, du sang froid ! »

Outré de tant de cynisme un prolo lui lança : « Ta gueule ! on en a marre de la discipline, on est matraqué et fusillé comme des lapins, si tu ne la fermes pas on te déroute ! » Le bureaucrate stalinien stupéfait retourna se planquer dans la mairie.

La casquette de côté, du sang sur la chemise ouverte, un ouvrier lança : « Y en a marre du Front populaire et du calme et du reste. On veut le pouvoir à nous ! »

Un autre ouvrier tenant son bras meurtri disait : « Ca va ! je viens de comprendre seulement aujourd'hui ce que signifie la réconciliation française et le drapeau tricolore. Le gouvernement actuel est contre nous. Ceux qui le soutiennent sont contre nous ! »

Pendant une accalmie un flic pleurait comme un gosse : « C'est honteux, je suis dégoûté, ils nous avaient donné l'ordre de tirer au moindre choc. J'en ai marre, j'en ai marre ! Ce n'est pas de notre faute ».

Dans un groupe un jeune gars disait : « Si dès demain La Rocque et les autres ne sont pas arrêtés j'aurais compris définitivement ».

## AUX CHOMEURS

### CHOMEURS MANIFESTONS EN MASSE

L'allocation journalière à 15 fr. L'exonération des loyers ; L'assurance chômage.

CONTRE LA VIE CHÈRE : Organisations des comités de consommateurs ménagères, petits commerçants, pour exiger et contrôler la diminution des prix.

Manifestons en masse dans les Grands magasins, Organisations des marches de la faim. Assez de comités de philanthropie.

Les comités de chômeurs doivent devenir les organismes de la lutte des chômeurs.

leur gouvernement » disait-on avec raison...

A 22 h. 15 Blumel collaborateur de Blum lui-même essaye les balles du Front populaire.

A 22 h. 45 Thorez arrive, effondré. C'est là le résultat de sa politique de compromis, d'abdications, de reculs, de reniements, de trahison. Il le sait. Cependant l'Internationale éclate suivie des cris scandés : « Dormoy assassin », « Dormoy démission ».

Thorez entre dans la mairie. On le supplie de se montrer au balcon et de parler. Il refuse systématiquement de parler aux ouvriers déçus.

D'une voix blanche avant de repartir il dit : « Du calme, du calme ! je vais demander la démission de Dormoy ». C'EST TOUT !

Quelque temps après il revient à nouveau. Près de lui un groupe d'ouvriers scandent : « Milice ouvrière pour le socialisme » sur l'air des lampions. Thorez se retourne et leur lance haineusement : Sales trotskystes ! Ah misère, c'est le moment n'est-ce pas de salire les trotskystes qui font le coup de poing avec les travailleurs !...

Place de la mairie, le bureau de tabac dont le patron est fasciste et qui tirait de sa fenêtre sur nous est saccagé et mis en pièce, ainsi que la boutique d'un boucher. C'est la « manche ouvrière qui passe...

## AVANT LES FUSILLADES DE CLICHY

# L'assassinat des ouvriers tunisiens

Les fusillades de Metlaoui et de Madilla se soldent aujourd'hui par la MORT DE VINGT ET UN GREVISTES.

En réponse M. Guillon représentant du gouvernement Blum PROPOSE A LA DECORATION 42 FUSILLÉS DES MINES DU SUD-OUEST.

42 agents du service d'ordre ayant participé aux assassinats de Metlaoui sont proposés à l'Ordre du Nichau. Leur chef recevrait les insignes de commandeur. Devant la protestation des masses indignées Guillon dément. Il ne s'agirait plus que de décorer 4 fusillés. Mais le commandement supérieur publie la liste des 42 militaires distingués par le gouvernement de Front populaire pour avoir tué des ouvriers.

Qu'y a-t-il à la base de ces événements ?

La volonté nette du patronat minier de briser le mouvement ouvrier tunisien, de maintenir des salaires de famine pour des heures de travail illimitées.

Le conflit s'étend à nouveau dans tout le pays. Aux mines de fer de Dperessa la grève dure depuis le 17 janvier. LA TROUPE A LA SOLDE DU GOUVERNEMENT DE FRONT POPULAIRE PROTEGE MILITAIREMENT LE TRAVAIL DES JAUNES.

Aux mines de phosphate de Rehiba la grève a éclaté et l'arrêt du travail est complet. Au lendemain des événements de Metlaoui à Konif en Algérie éclatait la grève. La troupe tirait. LA POLITIQUE DU FRONT POPULAIRE EN AFRIQUE DU NORD SE SOLDAIT D'UN MORT DE PLUS.

Au Maroc, aux mines de phosphate de Kouriga (le centre marocain le plus important) les travailleurs indigènes déclenchent la grève. Et alors le scénario maintenant ordinaire sous le Front populaire. Intervention violente de la police. Blessés. Plus de trente arrestations. Actuellement à Fez toute minoterie est en grève.

Comme fond tragique à ce tableau : la faim.

La famine ravage des régions entières en Afrique du Nord. Pour ceux qui travaillent ils touchent trois, quatre francs parfois six francs par jour. Pour les autres, la grande masse, ils n'ont rien. L'allocation de chômage n'existe pas pour le travailleur indigène. Ils n'ont qu'à crever de faim.

C'est ce qu'explique les événements de Djebel Abiad en Tunisie. Des ouvriers et des paysans indigènes prenant d'assaut le souk des grains pour pouvoir manger. La troupe du Front populaire là encore est intervenu. 40 arrestations. Un grand nombre de blessés dont un « atteint gravement ». C'est-à-dire une nouvelle victime pour demain.

En face de cette situation le mouvement fasciste qu'on laisse parfaitement libre se prépare fébrilement. A pénétré les administrations, l'appareil militaire, la maîtrise dans les entreprises. Les fusillades de Metlaoui lui ont permis d'exposer son programme immédiat.

La maîtrise fasciste a demandé au résident Grullar :

1<sup>o</sup> Maintien de la sécurité et liberté du travail.

2<sup>o</sup> Expulsion et châtiment des meneurs responsables des événements ;

3<sup>o</sup> Désarmement des tunisiens ;

4<sup>o</sup> Suppression aux tunisiens du droit syndical faute de quoi le personnel européen se mettrait en grève à son tour depuis l'ingénieur en chef jusqu'au modeste ouvrier.

Et ils comptent pour réaliser ce programme sur l'appui des forces du gouvernement Blum. Elles leur ont donné des gages suffisants.

En face de cette situation : En Afrique du Nord et en France manifestations ouvrières de masse, comités d'action pour imposer l'arrêt de l'administration, de la police et de l'armée.

Contre les bandes fascistes les camarades nord-africains doivent organiser leur milice de protection.

## Pour les Victimes ouvrières de Clichy

### Souscrivez...

Chèque Postal : BARDIN 1907-81 PARIS

## Contre les traitres et les assassins adhérez à la 4<sup>e</sup> Internationale

Nom et adresse

Parti Ouvrier Internationaliste 15, Passage Dubail, PARIS Xe

## A travers la Presse Pourrie...

Blum a accompli son devoir. Tel est le ton unanime de la presse bourgeoise.

L'information, organe de la grande finance écrit :

« Monsieur Albert Lebrun demandait pour la réussite de l'emprunt de défense nationale la cessation de toutes ces réunions qui entretiennent l'agitation... On a trop souvent laissé sans sanctions des actes de brutalité... Il faut espérer que les mesures prises par le gouvernement... éviteront le retour d'aussi fâcheux événements ».

Blum pousse jusque dans ses ultimes conséquences la politique d'Union Sacrée. Il mate la classe ouvrière pour la guerre extérieure. Dans cette voie la bourgeoisie applaudit des deux mains.

C'est ce que souligne de son côté Paris-Midi, organe du grand capital :

« On n'a pas besoin de souligner la gravité d'aussi pénibles événements juste au moment où venait de se produire l'heureuse évolution qui allait permettre le succès de l'emprunt, de cette évolution qui ramenait la politique du Cabinet de Front populaire dans la voie du « poincarisme », s'adressant désormais à la collaboration des classes... Il faut en appeler plus que jamais au sang-froid, au patriotisme et à l'Union du pays. »

Ainsi le succès de l'emprunt donne tort aux ouvriers de Clichy ; il exige la liberté pour les fascistes d'assassiner les ouvriers et pour les ouvriers, celle de se laisser assommer ou fusiller.

Le Temps organe du comité des Forges écrit également :

« Nous avons trop souvent reproché au cabinet de M. Blum son peu d'empressement à défendre la loi républicaine contre les partisans de l'action directe

## Il faut chasser les chefs radicaux

Daladier-Chautemps et Cie se sont opposés par le plus grand chantage, que l'on touche aux chefs fascistes de la police et de l'armée.

En fait ces gens-là préparent l'assassinat des travailleurs. Tunisie-Clichy. Ils demandent la répression renforcée !

Mais MM. Blum et Thorez couvrent plus que jamais les chefs radicaux. Ils sont complices et co-auteurs.

Les masses ouvrières, socialistes et communistes orient avec nous :

A bas les chefs radicaux ! Comités d'action dans les quartiers, dans les villages, dans les casernes, dans la marine, aux colonies pour imposer l'arrestation et la révoation des cadres fascistes et réactionnaires.

## Solidarité ouvrière !

Dès mercredi matin, à l'annonce des fusillades de Clichy, la colère a grondé.

A l'exposition les ouvriers ont cessé le travail et se sont rassemblés dans la matinée sur la terrasse du Trocadéro au nombre de 12.000 au chant de l'Internationale. Ils ont réclamé l'arrestation immédiate des chefs factieux.

Chez Lavalette, les ouvriers en signe de protestation ont cessé le travail et occupé les locaux toute la journée.

Chez Gnome et Rhône, les ouvriers ont cessé le travail et ont tenu un meeting.

Chez Liore-Olivier, à Argenteuil, on a cessé le travail et occupé les locaux.

Chez Nieuport, on a cessé le travail dix minutes. Dans toutes les usines de la région parisienne des manifestations ont eu lieu.

## Chez Renault...

## Exemple à suivre

Aux usines Renault, les comités ouvriers ont dressé une liste de tous les ouvriers, techniciens, contre-maitres des ateliers, bureaux, connus comme fascistes militants ou sympathisants et exigent leur licenciement immédiat sous peine de grève.

TRAVAILLEURS, PARTOUT, DANS VOS USINES, CHANTIERS, BUREAUX, ADMINISTRATIONS, FAITES DE MEME. POINTEZ LES FASCISTES ET CHASSEZ-LES IMMEDIATEMENT !

La République écrit :

« Le gouvernement de défense de pareils excès se reproduisent. Son devoir est de ne plus admettre aucune manifestation de ce genre sous quelque drapeau qu'elle se déroule. Il y va de l'honneur du pays ».

A l'Ere Nouvelle A. Milhaud rejoint cette déclaration et celle d'Archimbaud :

« Le ministre Blum est un ministre national qui écoute un peu plus le Sénat, un peu moins la Chambre ; un peu plus les radicaux, un peu moins les communistes ».

Et l'Œuvre, radical Front populaire :

« Est-ce que soucieux avant tout de l'ordre et de la tenue de la France, le gouvernement se verra obligé d'interdire toute réunion, de décréter l'Etat de Siège ? »

« Ou bien est-ce que nous allons faire la paix intérieure, et nous mettre d'accord pour en finir d'abord avec tous les provocateurs ? »

Et déjà dirigeants socialistes et communistes se déclarent prêts à agir dans ce sens. Valière (S.F.I.O.) à Paris-Midi :

« Ce qu'il faut c'est agir avec fermeté pour empêcher le retour d'incidents aussi pénibles ».

L'Huma prend comme mot d'ordre : « A bas la guerre civile ! »

Avec le P.O.I. les ouvriers affirmeront au contraire leur volonté de s'engager dans l'action directe contre les fascistes et le patronat par la milice ouvrière, le contrôle ouvrier, l'expropriation des grands capitalistes, pour le pouvoir ouvrier et paysan.

## GOVERNEMENT Ouvrier et Paysan !

Suite de la première page

C'est pourquoi nous pourrions et avons le droit de vous dire : Aujourd'hui, il n'est que temps d'écarter un brusque virage, de choisir entre la politique du Front populaire avec les radicaux, de « la paix sociale », « de l'union de la nation », et la politique implacable de la lutte de classes.

Tandis que les chefs socialistes, se montrent les dignes continuateurs des assassins de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, les chefs communistes, eux veulent rester unis avec les assassins, « plus que jamais ».

Duclos continue à nous expliquer que dans « le cadre du régime capitaliste il est possible de donner de meilleures conditions d'existence aux travailleurs ».

Mais c'est le régime capitaliste lui-même qui par les radicaux impose à Blum les compressions, le retour à Laval, et l'assassinat des ouvriers. Duclos vous trompe consciemment. Nous le prenons sur le fait.

De même Vaillant-Couturier pour expliquer l'assassinat déclare que « la rage des fascistes ne parvenant pas à briser le Front populaire, n'arrivant pas à fomenter des grèves, et assistant impuissants au succès de l'emprunt devant les pousser aux pires extrémités ». Pourquoi le même P. V.-C., ne reprend-il pas en chœur « La police avec nous » ?

Quelle honte ! Voyez-vous les fascistes les agents les plus enrégés du capital, voulant faire des grèves contre leurs patrons, et il voulaient empêcher de réussir cette immense escroquerie au profit du capital et des marchands de canons qu'est l'emprunt de la défense nationale !

Un ouvrier communiste conscient doit rejeter du pied cette argumentation ignoble d'un « chef » qui a tout révisé de la lutte de classe.

La politique de la réaction et des fascistes c'est la politique de l'emprunt, c'est la politique de la déflation, du sacrifice imposé aux paysans, aux vieux, aux petits commerçants, aux chômeurs, aux ouvriers (l'arbitrage conclut à 4 p. 100 pour les métaux), c'est la politique à laquelle le parti communiste donne ses votes et ses actes, tandis qu'à vous il réserve les bonnes paroles.

Leur politique est la politique de la collaboration avec les radicaux qui demande aujourd'hui votre arrestation, après avoir exigé qu'on vous chasse des usines, et qu'on étrangle les ouvriers d'Espagne ? Souvenez-vous camarades communistes. Il n'est que temps de rompre avec les charlatans.

Sous votre pression et celle de nos frères communistes, les chefs de l'union, des syndicats de la Seine les mêmes qui ont accepté l'arbitrage obligatoire, qui ont avalé toutes les capitulations, qui ont souscrit à l'emprunt, viennent de décider la grève générale... pour une matinée.

Ils ont dû agir ainsi pour détourner votre colère des responsables, et conserver votre confiance, pour continuer enfin, la même politique d'union avec les classes moyennes, et à tous les travailleurs.

Ces mêmes bureaucrates se sont opposés à la préparation de la lutte depuis des mois, au nom de la paix sociale. Ils se sont par là même révélés incapables de vous conduire à la victoire.

Travailleurs, chômeurs, paysans, soldats, tous les bolcheviks léninistes seront avec vous dans cette lutte parce que pour vous il ne s'agit pas d'une manifestation platonique, mais d'une grandiose manifestation. Mais cette lutte, doit marquer un changement catégorique d'orientation.

Il faut la poursuivre jusqu'à la victoire complète ! Assez de la collaboration de classe ! A bas les chefs radicaux ! Pour empêcher un 19 juillet, comités d'action des ouvriers, des employés, des fonctionnaires, des soldats, pour arrêter et révoquer les cadres fascistes et réactionnaire de l'armée, de la police, de l'administration.

Pour dissoudre effectivement les bandes fascistes, faisons-le nous-mêmes, par la milice ouvrière ! Oui. Il y a la politique de « l'emprunt ». Et il y a « la politique de l'entente » grandiose de Clichy. Nous sommes pour la seconde et contre la première. Nous voulons un gouvernement appuyé sur les comités ouvriers, paysans, soldats, qui brisera l'Etat bourgeois, qui expropriera les capitalistes. Un gouvernement qui ne capitulera pas, et qui ne vous fusillera pas ! Qui vous libérera à jamais du Mur d'argent et des fascistes !

## Le Gérant, AIACHE

IMPRIMERIE CERBONNET, 27, rue de la Folie-Regnauld, PARIS-XI<sup>e</sup>